

010	UTBM service communication	L'Est Républicain	12 janvier 2014
		L'Aire urbaine	Assemblée générale - gouvernance - politique - direction - Esta - Pascal Brochet

UTBM Les personnels étaient conviés, jeudi après-midi, à une assemblée générale avec le directeur

2014, l'enjeu interrégional

PLUS DE 250 salariés sur les quelque 400 que compte l'UTBM ont assisté jeudi après-midi à leur assemblée générale, dans un amphithéâtre du site de Sevenans.

L'occasion d'obtenir d'avantage d'informations sur l'année qui s'annonce pour l'université de technologie de Belfort-Montbéliard, alors que le budget de cette année n'a pas encore été voté : le conseil d'administration, faute de quorum le 20 décembre, n'a pas validé les objectifs financiers, soit 26 millions d'euros de recettes et 26 millions de dépenses que représente le budget 2014. Les interrogations étaient donc importantes parmi les personnels, dont certains ont exprimé le besoin de dire leurs inquiétudes.

Trop peu d'ingénieurs continuent en doctorat

2014 sera une année décisive pour l'UTBM, sur plusieurs plans, a détaillé Pascal Brochet, directeur de l'établissement. À Belfort, il se pourrait bien que l'Esta, l'École supérieure des technologies et des affaires, valide son rattachement à la structure.

En Franche-Comté, et c'est

le gros morceau, se pose désormais la problématique de la place de l'UTBM au sein de la communauté d'universités et d'établissements (lire ci-contre) dont les statuts seront constitués cette année. Et dès le 30 janvier, les premières réflexions pour les futurs projets du contrat de plan État-Région (CPER) 2014-2020 vont être dévoilées, alors que le contrat d'établissement court de 2012 à 2016.

Pascal Brochet a longuement évoqué ces deux aspects, reprenant aussi les arguments qu'il avait défendus, en septembre 2011, afin d'être choisi comme directeur par le conseil d'administration : « Avoir une double politique de développement au sein du réseau des universités de technologie et une politique d'ancrage territorial, ce qui contribuerait à l'émergence d'un pôle ingénierie au sein de la future communauté d'universités et d'établissements. »

Autre sujet : « La place de la recherche : on ne fait pas de bonne formation si on n'a pas de bonne recherche », remarque le directeur qui souhaiterait voir ses ingénieurs diplômés continuer davantage vers le doctorat. Or, au bout de cinq années d'études,



■ L'année sera déterminante pour l'UTBM, ce qui n'est pas sans poser des inquiétudes aux salariés, de quelques statuts qu'ils soient.

Archives ER-LE PAYS

la plupart continue de choisir la vie professionnelle, d'autant qu'à l'UTBM, la durée d'une thèse est « trop » longue, quatre années en moyenne au lieu de trois. De même, l'UTBM ne délivre pas de licence, ce qu'elle aurait souhaité, mais la direction générale de l'Éducation n'a pas accédé à cette demande : « On pourra l'envisager avec l'Université de Franche-Comté (UFC) pour les étudiants qui n'ont pas le rythme UTBM », a relevé le directeur.

L'UFC : l'UTBM va devoir prendre l'habitude de tra-

vailler en étroit partenariat avec elle. Ce qui ne satisfait pas tous les personnels, qui ont évoqué, au moment des questions, les problèmes de « gouvernance partagée », notamment au sein des laboratoires de recherche. Ce sera tout l'enjeu de la rationalisation des moyens à développer dans les projets éligibles au CPER. « Si on regarde les forces en présence, on ne peut pas mener à bien la recherche tout seuls », a répété Pascal Brochet. Ce qui n'est pas du goût de tout le monde, notamment un cer-

Première convention

► Vendredi, une première convention quinquennale de site a été signée à Dijon entre le CNRS, l'UFC, l'Université de Bourgogne, l'UTBM et l'ENSMM de Besançon : c'est le premier acte entérinant des collaborations qui existaient déjà entre les établissements, positionnant ainsi les deux régions comme « site de recherche scientifique d'excellence au plan international ». Cette convention concerne en fait 24 structures de recherche ou de service en Bourgogne et en Franche-Comté, une dotation globale de 4 millions d'euros sera dégagée par les établissements signataires pour le fonctionnement des unités, représentant, en équivalents temps plein, 130 chercheurs, 398 enseignants chercheurs et 317 personnels techniques, ingénieurs et administratifs.

tain nombre de membres du conseil d'administration, mais « si l'UTBM reste à part ou perturbe le système, on aura du mal à s'y intégrer plus tard ». Il reste un an pour trouver ses marques.

Karine FRELIN